

Réussir le changement

Signataires :

Au printemps 2012, les Français ont choisi le changement.

Changement de politique. En élisant François Hollande, puis en donnant à l'Assemblée nationale la majorité aux socialistes et à leurs partenaires de gauche et des écologistes, nos concitoyens ont adhéré au projet de redressement dans la justice porté par le chef de l'Etat et le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, et dont nous avons posé ensemble les fondations lors de l'adoption de notre projet.

Changement de pratique politique. Le vote des Français de mai et juin 2012, c'est aussi le souhait d'un exercice des responsabilités soucieux de sobriété, d'efficacité, d'écoute, de dialogue, désireux d'agir avec le sens de la parole donnée et du long terme.

Changement aussi en Europe bien sûr, ou plutôt changement d'Europe. En décidant l'alternance, le peuple français, l'un des fondateurs de la construction européenne, a voulu lui donner un nouveau cours. La croissance qui crée des emplois au lieu de la récession et de la spirale du chômage, le sérieux financier contre les marchés, la protection des savoir-faire et des entreprises face aux délocalisations, la volonté politique face aux laisser faire des libéraux.

Changement de civilisation enfin, du local au global, avec la conviction que l'avenir se joue maintenant. A toutes les échelles, pour toutes les générations, se fait sentir l'impératif d'une réconciliation : entre l'humanité et la planète, entre l'urgence et le temps long, entre l'individu et le collectif, entre la technique et l'éthique. De cette espérance aussi, la

victoire des socialistes français dans le pays de l'universel par excellence, est dépositaire devant l'Histoire.

Nous, militantes et militants socialistes, avons contribué collectivement à faire élire le changement. Il nous faut maintenant le faire réussir.

C'est une tâche immense, plus exaltante encore que la conquête des responsabilités, qui nous invite à prolonger pour le consolider le fil du socialisme démocratique, en partant du réel pour aller à l'idéal.

C'est une tâche fondamentale : nous devons tirer les leçons des expériences passées pour rendre l'alternance de 2012 plus fructueuse et plus durable à la fois. Inscrire la gauche dans la durée des suffrages et des réformes, c'est l'ardente obligation que nous devons aux Français qui souffrent de la crise et de ses dégâts, mais c'est aussi un devoir à l'égard de ceux qui nous ont devancés et des prochaines générations de militants qui pourront prendre appui sur nos succès pour en bâtir de nouveaux.

C'est à tracer et entamer ce chemin que doit être consacré le Congrès des socialistes à l'automne prochain.

I – Réussir le changement, c'est tenir nos engagements.

En 2012, les Français ont accordé leur confiance aux socialistes. Cette adhésion, chacune et chacun de nous l'éprouve comme un honneur et une responsabilité : l'honneur de porter l'espérance populaire et la responsabilité de la faire advenir dans la vie quotidienne.

La double victoire présidentielle et législative n'est pas seulement une victoire de la gauche contre la droite : elle est celle de la confiance retrouvée.

Confiance retrouvée dans la politique : en République, la véritable agence de notation, c'est le suffrage universel.

L'histoire des trente dernières années est le récit d'une dépossession du pouvoir politique et de ses représentants par des institutions supranationales insuffisamment démocratiques au fonctionnement complexe et aux décisions lointaines, par des marchés financiers déconnectés au service des intérêts d'une minorité, par un commerce mondial sans règles. S'y ajoutent d'autres phénomènes, souvent agressifs, parfois positifs, qui ont remis en cause des solidarités collectives sans que d'autres ne viennent les remplacer : l'éclatement de la famille traditionnelle, la fragmentation du travail qui place les salariés sans protections

collectives dans l'entreprise, la fin des grandes idéologies collectives qui laisse souvent place au nationalisme et au repli sur soi et même à l'intégrisme religieux et à l'obscurantisme. Cela rend urgent la construction d'une interprétation laïque du monde et de la destinée commune.

Face à cette tendance, l'alternance en France prend une signification toute particulière et même historique : après plusieurs décennies de dépossession du citoyen et d'affaiblissement de la puissance publique, elle marque le retour du volontarisme transformateur, celui qui permet aux femmes et aux hommes de choisir leur destin et de définir les moyens de l'accomplir.

2012, c'est aussi la confiance retrouvée dans le politique. L'affaiblissement de la parole publique est une autre caractéristique des dernières années. En témoignent l'abstention et la montée de l'extrémisme.

De cette dégradation démocratique, le sarkozysme est responsable pour une large part : les promesses furent si nombreuses, les annonces si peu suivis d'effets et les résultats furent si minces ! Quand « travailler plus pour gagner plus » se change en « chômer plus pour toucher moins », quand un Gouvernement dénonce les patrons voyous à la tribune des G20 et qu'il conforte leurs privilèges dans les lois de finances, quand le chef de l'Etat annonce la « France des droits de l'homme » et qu'il déroule le tapis rouge à Bachar-al-Assad le jour de la fête nationale, quand un pouvoir se promeut protecteur de la « France des usines » et qu'il les laisse être démantelées ou démenagées par des financiers, bref quand les mots disent l'espoir et les actes font le désespoir, les citoyens doutent non seulement de ce pouvoir-là, mais de l'action publique en général.

C'est à cet abaissement de la crédibilité politique que nous voulons mettre fin. Nous avons déjà commencé, en respectant quelques principes simples et forts. Ne jamais dire ce qui ne pourra être fait. Ne jamais rien cacher des efforts à consentir. Ne jamais accuser les autres – et d'abord nos partenaires européens – de nos propres manques ou manquements hexagonaux. Prendre des engagements précis. Définir les moyens en même temps que les fins. Agir dans l'opposition comme on le fera aux responsabilités. Ces exigences nous ont guidés lors de l'élaboration du contre-plan de relance en 2009, de la plateforme pour les élections régionales et de la réforme alternative pour la sauvegarde des retraites en 2010, des propositions pour le scrutin départemental et pour notre projet socialiste en 2011, pour les 60 engagements du projet présidentiel de François Hollande en 2012 : un cap clair, des réponses innovantes aux défis du moment, des financements prévus du premier au dernier euro, un calendrier crédible, voilà comment la parole publique retrouve du crédit.

Nous avons retrouvé du crédit en portant aussi le bon diagnostic sur la France et l'Europe, le monde et le moment.

Diagnostic d'une crise qui n'est pas un aléa de circonstance ou un accident de conjoncture, mais le vacillement d'un système. Les égarements des traders ont révélé plus que l'épuisement d'une finance débridée. Ils ont levé le voile sur la vision du monde qui la soutient : la tyrannie du court terme et de la rentabilité immédiate, la mainmise de la finance sur l'économie réelle, la marchandisation envahissant toutes les activités humaines – l'eau, l'air, la santé, le vivant, la culture –, la confiscation du pouvoir par une nouvelle aristocratie d'argent.

Diagnostic d'une Europe qui s'est affaiblie dans la mondialisation parce que, si elle est parvenue à être un grand marché, elle a oublié d'être une grande idée. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, les pères fondateurs s'étaient retrouvés autour d'un pari : l'union des nations européennes les protégerait toutes des périls et elle offrirait à chacune la paix et le progrès. Le primat des gouvernements, majoritairement conservateurs dans la dernière décennie, et l'affaiblissement des institutions européennes, la Commission au premier chef, et se sont additionnés pour donner trop libre cours aux seules politiques libérales de marché. Faute d'ambition politique et sociale, la construction européenne a subi de plein fouet les effets d'une mondialisation dérégulée et les conséquences des dérèglements du capitalisme financier. Aujourd'hui, les peuples s'éloignent de la promesse européenne parce que celle-ci s'est éloignée d'eux.

Que l'Europe n'ait pas assez été protectrice pour les peuples, ne nous fait pas oublier que justement dans la mondialisation, face aux grandes puissances, anciennes et nouvelles, et aux entreprises multinationales, l'Union européenne nous donne une capacité d'action, par sa profondeur et sa dynamique, que nous n'aurions pas seuls, peut et doit être le continent régulateur face aux nouveaux défis planétaires : le changement climatique et ses dangers, la course au moindre coût avec ses dégâts humains et environnementaux, la crise alimentaire et le choc énergétique qui vont accroître la pauvreté dans les nations et les tensions entre grands ensembles régionaux, l'orientation éthique des bouleversements de la technique, la menace des intégrismes religieux et du fanatisme terroriste, etc.

Diagnostic, enfin, d'une France à la recherche d'elle-même. Ce fut le principal enseignement du tour de France mené tout au long de 2009, quand nous avons décidé de confronter, au plus profond du pays, nos convictions aux inquiétudes et aux attentes des Français. Les inquiétudes, ce sont celles des classes moyennes qui redoutent ou qui vivent le

déclassement social – licenciement, difficulté pour se loger ou se soigner, angoisse face à l'avenir des enfants, à leur accès à un emploi, une formation, un logement. Les inquiétudes, ce sont celles des ménages modestes et des couches populaires qui craignent le basculement dans la précarité : elles sont les premières victimes de la vie chère, de la disparition des services publics, de l'insécurité ou de la ghettoïsation de la société. Dans notre société, le rapport à l'avenir est plus dual que jamais : d'un côté, il y a les personnes ou les groupes sociaux qui, inclus dans un monde en mutation, le vivent comme une opportunité où eux-mêmes auront leur place ; de l'autre côté, les individus – majoritaires même s'ils n'ont pas forcément conscience de l'être – qui se sentent fragilisés, relégués voire menacés dans le monde tel qu'il va, et n'imaginent d'avenir ni pour eux-mêmes ni pour leurs enfants.

En même temps, nous le savions et les Français nous l'ont confirmé à chaque étape de notre dialogue avec eux, la France a des atouts et il n'appartient qu'à elle d'en user. Sa géographie, sa langue, son histoire et sa culture, sa démographie, ses infrastructures, ses services publics, sa main d'œuvre qualifiée, sa jeunesse, ses créateurs et ses entrepreneurs, les ressources de ses territoires, ses technologies de pointe et sa recherche. Comment la nation a-t-elle pu se priver de tels ressorts au cours des dernières années, parfois depuis plus longtemps encore ? Les Français n'ont pas voulu un tel renoncement. Il est le fait d'une idéologie qui a consacré la loi du plus fort, fait de l'argent la mesure d'une vie réussie, confondu l'aspiration à l'autonomie avec l'égoïsme, identifié la modernité à la remise en cause des conquêtes sociales et cru au mirage d'une « mondialisation heureuse » car autorégulée.

Du tour de France du projet en 2009, au programme présidentiel de François Hollande en 2012, une même conviction nous a animés : le besoin de retrouver la France qu'on aime et l'envie de ré-enchanter le rêve français. Il y a un rêve américain, qui est un rêve de réussite individuelle et d'abord matérielle. Il y a un rêve français, qui récompense le mérite de chacun et le progrès de tous. La France, c'est l'égalité, le modèle social qui la porte et les services publics qui l'incarnent. La France, ce sont des valeurs plus grandes que l'Hexagone : les droits de l'homme, la coopération européenne, l'aspiration à la justice et au développement partagé, et d'abord avec l'Afrique. La France, c'est la laïcité, qui accueille tous les religions pourvu que la religion n'exécède pas le champ privé et qu'elle respecte le socle de nos valeurs communes. Pendant que la droite se perdait à exhumer une « identité nationale » qui rapetissait la France, les Français aspiraient à renouer avec l'identité républicaine qui inspire les peuples qui combattent l'oppression.

Nous avons montré qu'il est possible de moderniser nos réponses en portant haut nos valeurs.

La crise a donné raison aux analyses de la gauche. Après trois décennies marquées par le triptyque déréglementation-privatisations-délocalisations, l'urgence d'un nouveau cycle régulateur s'impose. Les conservateurs ont tort de considérer qu'il s'agit là d'une revendication hexagonale. Certes, en France, la gauche depuis plusieurs années et le Gouvernement depuis le printemps dernier, sont à l'avant-garde du combat pour ordonner, maîtriser et humaniser la mondialisation. Mais cet impératif mobilise bien au-delà de nos frontières.

C'est manifeste en Europe où socialistes et sociaux-démocrates ont rompu avec la tentation de la « troisième voie » en vogue à la fin des années 1990. L'idée d'un nouvel interventionnisme de la puissance publique et la volonté d'une construction européenne plus soucieuse de politiques concrètes pour les peuples que de procédures ou de normes favorables au marché, sont deux preuves d'une gauche de nouveau fière de ses valeurs et de ses réalisations. A cette évolution salutaire, le Parti socialiste français a apporté une contribution décisive.

En Europe, sous l'impulsion de François Hollande, cette évolution fait des émules bien au-delà de la gauche – à commencer par les dirigeants d'autres puissances économiques telles l'Italie et l'Espagne. Un même mouvement s'opère bien au-delà de l'Europe dans le monde. C'est vrai aux Etats-Unis où le président Obama fait prévaloir la croissance face à la finance et mobilise l'action publique pour protéger l'emploi industriel en misant sur les nouvelles technologies ou faire progresser les droits sociaux comme avec l'« Obamacare ». C'est vrai dans de nombreux pays d'Amérique latine où gouvernants et sociétés civiles sont engagés dans la préservation des biens publics et la réciprocité dans les échanges commerciaux. Parmi plusieurs nations émergées – par exemple en Inde en matière de droits sociaux –, la nécessité de règles améliorant le sort de la population et les relations avec les autres grands ensembles de la planète commence à être prise en compte. Si la bataille n'est pas gagnée – la difficulté à faire progresser les protections dans le domaine environnemental et de la biodiversité le montre hélas –, elle est clairement lancée. Après un cycle néo-libéral entamé sous l'ère Reagan-Thatcher et amplifié depuis la fin des années 1970, la perspective d'un nouveau cycle, régulateur et protecteur, se profile. Il faut mesurer cette chance historique et ne surtout pas la manquer.

Les premières avancées ont été obtenues parce que nous avons hissé haut nos couleurs, celles du socialisme républicain. Ce bien commun remonte loin et prend appui sur des fondations solides. Les héritages spirituels et philosophiques, les héritages de l'humanisme du XVI^e siècle, l'esprit des Lumières, le féminisme, cette histoire est celle de tous les Français, mais elle a une actualité permanente. Pour nous socialistes, elle se nourrit des combats de 1789 et de 1792, de l'insurrection populaire de 1848 et de l'abolition de l'esclavage, de la Commune de Paris et de la loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'Etat, du Front populaire, de l'Appel du 18 juin 1940, du Conseil national de la Résistance, ainsi que des grandes grèves et du mouvement de la jeunesse de 1968. A chaque fois, une même volonté, celle du peuple de se mobiliser pour la liberté sans laquelle rien n'est possible, l'égalité qui doit être réelle, la fraternité et la laïcité qui sont le ciment du pacte social.

Mais ce patrimoine n'est pas un musée : la constance dans les valeurs va de pair avec l'exigence d'actualisation des réponses aux temps et aux défis nouveaux.

Le défi premier, le défi vital, c'est le rapport à la planète elle-même. Raréfaction de l'eau, épuisement des énergies fossiles, déforestation, appauvrissement de la biodiversité, urbanisation incontrôlée : nous faisons comme s'il y avait une seconde Terre à investir une fois épuisées les ressources de celle qui nous accueille. Partout, périls écologiques et inégalités sociales se renforcent mutuellement. Ce constat, nous l'avons établi depuis plusieurs années maintenant et nous en avons fait l'un des socles du socialisme pour le 21^e siècle. Dans la déclaration de principes adoptée en 2008, nous plaçons pour une économie sociale et écologique de marché. Dans le projet pour 2012, nous traçons les contours et fixons le contenu d'un modèle de développement assis sur les nouveaux compromis entre économie et écologie, justice sociale et démocratie. Ont été mises en évidence des solutions inédites pour concevoir, produire, consommer, échanger mieux. Ainsi, nous plaçons pour la diversification et la performance énergétiques, les circuits locaux pour l'agriculture et la pêche avec des clauses de proximité dans les marchés publics, le déploiement des transports collectifs décarbonés, une production industrielle et une construction de logement économes en énergie. Oui, le socialisme à venir est une social-écologie.

La planète est un tout : c'est un fait sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Bien sûr, ce phénomène est ambivalent. L'internationalisation des échanges et des entreprises, mais aussi celle des cultures et des technologies, sont porteuses de progrès et de développement pour les peuples. Reste que l'émergence de multinationales en apesanteur, financiarisées dans leurs objectifs, fragmentées dans leur capital, délocalisées dans leur production, remet en

cause la souveraineté des Etats et des peuples sur l'économie. Retrouver la maîtrise sur son cours est indispensable. Plusieurs changements ont commencé. Nous portions depuis vingt ans l'idée d'une véritable taxation sur les transactions financières – nous attirant ainsi les sarcasmes de la droite : elle est en passe de voir le jour dans le cadre d'une coopération renforcée en Europe et elle permettra de renouer avec la souveraineté fiscale et d'en finir avec l'économie-casino. Nous avons inventé, nous socialistes français, la belle idée du « juste échange », dépassant le débat entre les deux impasses du libre-échange intégral et du protectionnisme autarcique. Cette idée simple et forte – organiser le commerce mondial dans le respect des règles et des normes sanitaires, sociales et environnementales – de la réciprocité commerciale doit être au cœur du combat multilatéral des prochaines années, notamment de nos discussions avec la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Des premiers pas ont été faits : ce concept figure désormais en bonne place des textes des socialistes et sociaux-démocrates européens et, sous l'impulsion de la France, les communiqués des conseils européens y font référence.

La mondialisation a ébranlé les Etats nations, elle a aussi bousculé l'organisation du travail en leur sein. Le modèle classique des salariés accomplissant toute leur carrière dans la même entreprise est aujourd'hui révolu : chacun sait qu'il changera d'entreprise ou de métier plusieurs fois dans sa vie. De cette mutation est née l'idée de créer une sécurité sociale professionnelle – matérialisée par un compte temps formation – qui permettra de reprendre les études interrompues prématurément, de rebondir pendant les périodes de chômage et de garantir à chacun une réelle progression professionnelle. C'est une ambition aussi élevée que celle de la Sécurité sociale au lendemain de la guerre.

Autre transformation profonde et durable de nos sociétés : l'aspiration à la reconnaissance de l'autonomie individuelle. Elle n'est pas seulement le contrecoup de l'affaiblissement des solidarités ou des structures collectives sous l'effet de la crise. Elle est le prolongement des sociétés démocratiques où chacune et chacun entend être maître de son destin, ainsi que la conséquence de l'accès aux connaissances, aux opportunités et au monde. Elle nous a amenés à proposer une conception nouvelle de l'action publique conciliant les garanties collectives – sans lesquelles la société vire au conflit de tous contre tous et dont les plus modestes ou les moins instruits sont les victimes – et la personnalisation des droits et des services publics. C'est le sens de la réforme de l'éducation nationale qui vise, à travers les programmes, les rythmes scolaires, les activités périscolaires, la formation des professeurs, à apporter à chaque enfant les réponses les plus adaptées à ses difficultés, mais aussi à ses

talents et à ses aspirations. C'est aussi, face au défi du vieillissement, la mise en oeuvre de modes de prise en charge de la dépendance adaptés à la volonté et à la situation de chacun. Au-delà, c'est penser une société qui permette à chacun non seulement de bien vivre, mais aussi de bien vieillir. Au-delà de la nécessaire recherche permanente de la bonne utilisation de l'argent public, là est sans doute l'enjeu le plus fondamental de la réforme de l'Etat dont nous sommes porteurs.

Cette prise en compte des aspirations individuelles doit aller de pair avec la réaffirmation des devoirs : le respect des règles, le respect des autres qui permette la sécurité, la laïcité, la lutte contre toutes les discriminations. Et c'est parce que nous voulons rétablir l'exemplarité de l'Etat que nous sommes aujourd'hui les mieux placés pour faire respecter les règles du vivre-ensemble républicain.

Enfin, la ghettoïsation de la société, qui n'a cessé de s'aggraver depuis des décennies, est un autre mal français auquel nous nous sommes attelés. La ville devrait être un lieu de rencontre et solidarité, l'urbanisme des années 1950 a créé de l'isolement, de l'exclusion et du repli communautarisme. Rien ne serait pire que de nier cette réalité ou encore de faire comme si les violences urbaines de l'automne 2005 ne s'étaient pas produites. La carte des inégalités sociales tend à se confondre avec celle des inégalités territoriales, à tel point que les politiques sociales deviennent impuissantes si elles ne sont pas accompagnées de politiques urbaines. Pour y répondre, nous avons initié un travail sur la ville du 21ème, une ville dense et intense, où chaque quartier mêle les catégories sociales et les différentes fonctions de la vie : logement, santé, activités économiques, culture, sport. C'est un nouvel art de ville, avec la qualité partout – espaces publics, logements, équipements – pour un nouvel art de vivre.

Sociale-écologie de marché, juste échange, services publics personnalisés, urbanisme humain, etc., sont autant de chantiers majeurs pour les années à venir et qui dessinent les contours de l'après-crise. Ils nous mobiliseront bien au-delà du quinquennat qui s'ouvre. Nous devons en poser les jalons dès maintenant.

Préparer l'après crise, mais aussi, bien sûr, c'est un préalable, réussir la sortie de crise. C'est le sens des priorités claires que nous avons revendiquées, les 60 engagements de François Hollande. Ils seront tenus, malgré le lourd passif légué par dix ans d'errements de la droite et dont la gravité a été confirmée par la Cour des comptes.

C'est d'abord le redressement. Les efforts qui doivent être faits pour relever la France seront réalisés, sans confondre sérieux et austérité : le redressement sera financier, mais aussi

productif, éducatif, social, environnemental. C'est ce qu'a réaffirmé notre Premier Ministre Jean-Marc Ayrault lors de sa déclaration de politique générale. Parce que, pour nous, l'emploi est la priorité des priorités, nous referons de la France une grande puissance économique. Il faudra pour cela remettre la finance au service de l'économie : nous le ferons en commençant par séparer les activités financières de spéculation et celles qui sont destinées à l'économie et à l'emploi ! Il faudra une nouvelle politique industrielle, qui protège et innove, qui soutient nos PME et aide à l'émergence, qui investit dans la recherche et les filières d'avenir : nous la bâtirons. La banque publique d'investissement régionalisée en sera le bras armé et l'épargne des Français sera dirigée vers les PME et les filières d'avenir. Il faudra soutenir l'emploi des jeunes : nous le ferons à travers la mise en place des contrats de génération et les emplois d'avenir. Il faudra combattre les licenciements abusifs : nous légiférerons pour y parvenir. Il faudra redonner du pouvoir d'achat : nous avons déjà commencé à agir avec la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire, un premier coup de pouce au Smic et le blocage des loyers dans les zones de forte spéculation ; nous la poursuivrons en réformant la fiscalité pour la rendre plus progressive, par exemple.

Le redressement sera aussi européen. Après d'innombrables « sommets de la dernière chance » qui n'ont pas pris la mesure des problèmes et n'ont ajouté de l'austérité à l'austérité, le sommet des 28 et 29 juin dernier a marqué un tournant. L'Europe apporte enfin les premières réponses à la crise de la dette et de l'euro. Avec François Hollande à l'initiative, les lignes ont bougé en Europe. Sur le fond – croissance et réduction des déficits sont deux objectifs qui doivent aller de pair –, comme sur la méthode – une pratique plus efficace de la relation franco-allemande au service du collectif européen –, l'Europe commence à être remise sur les rails de la solidarité et de l'avenir.

Des solutions ont été trouvées pour répondre à l'urgence, avec la possibilité pour le Mécanisme Européen de Stabilité d'aider directement les banques. Des décisions ambitieuses ont été prises pour la croissance et son financement avec le pacte de 120 milliards d'euros et avec la mise en place d'une taxe sur les transactions financières sous forme d'une coopération renforcée. Enfin, des perspectives de long terme ont été dessinées, sur les domaines bancaires, budgétaires, économiques et démocratiques, pour approfondir l'union monétaire et renforcer la solidarité budgétaire de l'Europe.

C'est une première étape, qui en appelle d'autres : l'objectif, c'est une Europe plus forte, plus sociale, plus écologique et plus démocratique ; la méthode c'est l'intégration solidaire. Dans les mois qui viennent, il faudra avancer vers des solutions durables à la crise

des dettes souveraines, ce qui n'est pas séparable du renforcement de la convergence budgétaire. Nous devons continuer de réorienter la politique commerciale de l'Union dans la sens du juste échange et de la réciprocité. Nous souhaitons avancer vers un véritable gouvernement économique de la zone euro capable de promouvoir une croissance durable et de créer des emplois. Cela impliquera de répondre à des questions majeures sur les différents cercles d'adhésion, sur le niveau du budget communautaire qui doit enfin disposer d'une vraie force d'intervention digne de ce nom ou sur le fonctionnement des institutions à rapprocher des citoyens. Le principe général est clair : chaque pas en avant vers plus de solidarité impliquera le respect de principes d'action partagés et un surcroît de contrôle démocratique.

L'action européenne ne sera légitime et comprise par les citoyens que si un travail réel d'approfondissement de son fonctionnement démocratique est entrepris. L'Europe souffre non pas d'un excès mais d'un déficit de politique et de démocratie. L'Allemagne a fait des propositions, à nous de porter les nôtres, pour le Parlement, pour la Commission, pour l'élection éventuelle d'un Président de l'Union. Les socialistes seront plus forts, si leurs propositions sont d'abord débattues avec les autres partis socialistes européens, au premier rang desquels le SPD allemand, et présentées ensuite, si possible, au nom de tous.

Le chemin du redressement, nous l'emprunterons avec une exigence permanente de justice. Elle sera remise au cœur des décisions, en commençant par la justice fiscale : la TVA Sarkozy sera supprimée, les plus gros patrimoines et les plus hauts revenus seront sollicités, le capital contribuera au moins autant que le travail. Les classes populaires et moyennes seront prioritairement protégées, tout comme les PME et les TPE. Justice sociale aussi, amorcée par la retraite à 60 ans pour les salariés qui ont exercé les carrières les plus longues. Justice territoriale enfin, avec un nouvel acte de la décentralisation. Elle consistera à octroyer plus d'autonomie et plus de responsabilités aux collectivités territoriales – notamment aux Régions et aux intercommunalités, à simplifier leurs relations et leurs compétences, à garantir la péréquation entre les territoires et en leur sein, à donner aux acteurs sociaux et aux citoyens une plus grande capacité d'évaluation et de participation. Justice en tant qu'institution, enfin : nous garantirons l'indépendance de tous les magistrats et de tous les tribunaux. Déjà, le Gouvernement n'intervient plus dans les dossiers individuels. Mais nos concitoyens attendent aussi légitimement que l'accès à la justice de proximité soit facilité, c'est-à-dire simplifié et accéléré. De même qu'ils souhaitent que les peines prononcées soient effectivement exécutées et les prisons conformes à nos principes de dignité.

Le redressement dans la justice, c'est aussi le levier du progrès retrouvé. Aujourd'hui, les Français sont inquiets et même angoissés. Ils attendent de ceux auxquels ils ont confié leur destin qu'ils suivent le chemin qu'ils leur ont proposé pour sortir de la crise, sans se préoccuper des polémiques entretenues par l'opposition ni des commentaires des « sachants médiatiques ». L'aspiration commune et le lien entre les générations, les situations, les territoires, les origines résident dans la possibilité que demain soit meilleur qu'aujourd'hui, et d'abord pour la jeunesse. Il n'y pas de société qui tienne sans cet espoir, il n'y a pas de France sans ce rêve français. C'est la conviction magnifique portée par François Hollande lors de l'élection présidentielle. A nous, autour du Président et du Premier ministre, de la mettre en actes. Ainsi serons-nous fidèles à notre histoire et aux militants qui nous ont précédés. C'est l'attachement à la justice qui est la marque du socialisme démocratique. A chaque fois que la gauche a exercé le pouvoir national, ce fut une avancée pour les droits individuels et les libertés publiques. Le quinquennat qui est engagé en sera la confirmation : égalité entre les femmes et les hommes, droit au mariage et à l'adoption pour tous les couples, nouvel acte de l'exception culturelle française, part de proportionnelle aux élections législatives, non-cumul des mandats, droit de vote pour les étrangers en situation régulière aux élections municipales. L'honneur d'exercer la conduite de la nation n'est pas séparable de la volonté d'être nous-mêmes : des républicains qui veulent réenclencher la marche du progrès.

II – Réussir le changement, c'est mobiliser la société.

Notre pays a besoin d'un cap clair pour l'immédiat comme pour le long terme. Il a besoin d'une mobilisation de toutes les forces du pays. Ce défi est celui de la démocratie elle-même. Encore faut-il la concevoir dans toutes ses dimensions : démocratie politique donc représentative bien entendu, mais aussi démocratie sociale, économique, culturelle, territoriale. La démocratie jusqu'au bout à laquelle aspirait Jaurès, voilà plus d'un siècle est une invitation à l'audace et au partage : l'audace de rendre possible ce qui ne l'était pas, le partage du pouvoir avec les citoyens, les partenaires sociaux, les créateurs, les autres Etats européens, la communauté internationale et ses acteurs.

Pour nous, redisons-le, la démocratie est d'abord représentative. Qu'elle soit en crise – pourquoi le nier quand tant de nos concitoyens ne se rendent pas aux urnes - ne doit pas nous conduire à l'oublier, mais à œuvrer pour lui redonner son crédit et sa grandeur.

Il fallait pour cela commencer par rompre avec les années Sarkozy, celles d'un seul homme qui décidait de tout, partout, tout le temps et pour tous. Son Premier ministre n'était qu'un collaborateur, ses ministres sous tutelle des conseillers à l'Elysée, le Parlement une chambre d'enregistrement. La justice devait obéir aux ordres du pouvoir politique, et les médias ne pas fâcher celui-ci. Ces temps sont révolus. Nous avons retrouvé une pratique normale des institutions, avec un Président qui préside et un Premier ministre qui gouverne réellement, une indépendance des médias et de la justice respectée. Durant le quinquennat, de grandes réformes inscriront ces évolutions dans notre droit : réforme du statut pénal du chef de l'Etat, renforcement des pouvoirs d'initiative et de contrôle du parlement notamment sur les nominations, réforme du Conseil supérieur de la magistrature et des règles de nomination et de déroulement de carrière des magistrats.

Redonner confiance dans la politique suppose aussi le rassemblement.

Nous savons bien – certaines évidences sont bonnes à rappeler – que sans lui, rien n'est possible. Il n'est jamais acquis, il faut donc en permanence le vouloir et le consolider. Rassemblement des socialistes : c'est le préalable.

Rassemblement de la gauche et des écologistes aussi : il est indispensable. Elections municipales, élections régionales, élections cantonales, conquête du Sénat furent le ciment de nos victoires présidentielles et législatives. Celles-ci seront le socle de nos succès futurs. Plus grande est notre force du moment et plus large doit être notre hospitalité à l'égard de la gauche dans sa diversité : dès lors que la solidarité prévaut, le débat est un sain questionnement. Laissons à la droite le caporalisme, cette gouvernance d'un autre âge. Les Français aiment que la gauche discute, pas qu'elle se divise : telle est la ligne de crête que chacun doit respecter.

Nous devons aussi œuvrer au rassemblement des socialistes et des sociaux-démocrates européens.

Si nous considérons que l'Europe vaut mieux qu'un vaste marché sans règles, alors nous devons l'organiser pour qu'elle soit cohérente à l'intérieur de ses frontières et puissante en dehors. C'est un immense chantier pour le Parti socialiste que nous avons engagé ces dernières années. Il supposait de développer des convergences avec nos principaux voisins : nous avons signé un accord programmatique décisif avec le SPD et d'autres devront suivre dans le futur, avec le PSOE espagnol ou encore avec le PD italien.

Autre impératif : doter le PSE d'un socle idéologique. C'est chose faite avec la déclaration de principes adoptée en 2011. Dans la crise, il fallait concevoir des réponses communes, efficaces et innovantes. Plusieurs sont en passe de voir le jour, malheureusement avec un retard coupable dû à l'immobilisme et au dogmatisme de la droite européenne. Le mécanisme européen de stabilité, la taxe sur les transactions financières, les « project bonds », à chaque fois, les conservateurs européens écartaient nos propositions d'un revers de main, pour finalement s'y rallier. Nous avons beaucoup d'autres batailles à gagner, faisons progresser ces idées au sein du PSE et notamment lors du congrès de l'automne.

Préparons-nous aussi dès maintenant au grand rendez-vous des élections européennes : il est majeur. Fixons-nous pour objectif l'élaboration, avec nos partenaires, d'un projet commun des socialistes européens : pour la croissance, l'emploi, l'investissement productif et écologique ; pour l'harmonisation fiscale et sociale ; pour la réciprocité commerciale ; pour l'intégration politique fondée sur une nouvelle synthèse entre solidarité et souveraineté. Une telle orientation matérialisée par un document sur lequel pourront se prononcer tous les citoyens de l'Union le même jour aura une force populaire capable de faire refluer le torrent du populisme. Nous présenterons un candidat commun à tous les socialistes européens pour la présidence de la commission européenne [avec, s'il y a plusieurs candidats à départager, des primaires européennes, ce serait un grand moment de démocratie]. Au lendemain de notre Congrès, nous proposerons au PSE que soient organisées des Assises du changement en Europe, auxquelles chaque formation nationale sera invitée à contribuer et dont la synthèse constituera notre projet partagé pour l'échéance de 2014.

Dans cette perspective, le Parti socialiste français doit être à l'initiative : c'est pourquoi nous proposons que 25 % des moyens du siège national de notre parti soient affectés à ce chantier et, au-delà, à notre rayonnement au sein du PSE. Nos secrétaires nationaux développeront chacun la dimension européenne de leur action en liaison avec le PSE. Nous agissons pour développer le militantisme européen, même si nous pouvons déjà nous réjouir de l'implication du PS : près de la moitié des activistes du PSE sont français. Et comme l'argent est le nerf de la guerre, nous proposerons de doubler les moyens du PSE.

Mais il ne peut y avoir de réformes durables et justes sans s'appuyer sur les corps intermédiaires.

La droite les a fustigés et affaiblis, nous voulons les réhabiliter et les remobiliser.

Cela commence par l'écoute, le dialogue, la concertation et la négociation. C'est notre culture autant que la condition de la réussite. Nous, nous sommes heureux de débattre avec les syndicats et les associations, alors que M. Sarkozy les a montrés du doigt, en prononçant des paroles qui n'auraient jamais dû sortir de la bouche d'un chef de l'Etat.

Il est impératif de conforter les acteurs sociaux. En les associant aux grandes orientations sociales du quinquennat – emploi, formation, rémunération, égalité professionnelle, redressement productif, retraites, financement de la protection sociale - avec la conférence de juillet et les négociations qui suivront. En intégrant des représentants des salariés dans les conseils d'administration et dans les comités de rémunération des grandes entreprises. En développant le dialogue social, à tous les niveaux, y compris territorial.

Conférence sociale mais aussi conférence environnementale, consultation sur l'éducation, assises de la recherche, décentralisation : le dialogue est aujourd'hui partout et avec tous syndicats, associations, ONG, collectivités locales. Avec les grands partis politiques, aussi, qui ont été reçus par le Président de la République en amont du sommet du G20 et de Rio+20, et qui le seront à chaque fois que d'importantes décisions devront être prises.

III- Réussir le changement et l'inscrire dans la durée, c'est préparer les idées et les équipes de demain

En 2012, les socialistes sont de nouveau aux responsabilités du pays. Pour la première fois depuis un quart de siècle, l'un des nôtres est le chef de l'Etat. Les questions qui nous sont posées sont nécessairement différentes de celles d'un Congrès en période ordinaire.

En même temps, nous devons rester nous-mêmes. Parce qu'il n'y a pas un comportement valable dans l'opposition et un autre préférable dans la majorité. Parce qu'il n'y a pas à séparer la théorie et la pratique, le dire et le faire. Enfin, parce que les ressorts qui ont permis la reconquête doivent être consolidés pour que réussisse l'alternance.

Entre le parti, le gouvernement et nos groupes parlementaires, le dialogue doit être permanent et reposer sur trois mots d'ordre à faire vivre en un même mouvement : soutenir, agir, innover. *Soutenir* car nous sommes solidaires de la politique menée par François Hollande et Jean-Marc Ayrault. *Agir* car la force intellectuelle, militante et territoriale que constitue le Parti socialiste est un atout pour la gauche et pour la France. *Innover* dans nos réponses aux défis du pays et aux aspirations et aux inquiétudes des Français, et d'abord des

catégories modestes et des classes moyennes, ainsi que des producteurs – ouvriers et employés, agriculteurs, professeurs, ingénieurs, mais aussi entrepreneurs, artisans, commerçants.

La mise en œuvre de ce programme est d'autant plus indispensable que la droite s'est engagée, notamment à l'échelon local, dans un dangereux rapprochement avec les thèses du Front national et qu'elle dispose aujourd'hui encore de relais puissants et d'intérêts d'argent que seul anime l'esprit de revanche. Plus que jamais, le socialisme républicain est un socialisme pour la République.

Nous devons mener et gagner la bataille des idées : c'est la condition même d'une alternance réussie.

L'élection présidentielle a marqué l'amorce d'un changement de cycle idéologique. A l'échelle européenne, la nouveauté est particulièrement visible : plusieurs Etats membres ont utilisé la victoire de la gauche dans l'Hexagone pour affirmer leur préférence pour la croissance plutôt que pour l'austérité et s'engager dans le sillon tracé par François Hollande. En France aussi, le changement d'épicentre est manifeste : en quatre dimanches, lors des élections présidentielle et législatives, le rassemblement autour des valeurs de la République et la confiance pour redresser le pays dans la mondialisation l'ont emporté sur la volonté de diviser les Français et d'aligner notre pays sur les canons du conservatisme libéral-autoritaire. Reste une réalité : l'effort doit être conforté et amplifié. En témoigne, en France, le résultat obtenu par le président sortant le 6 mai dernier, dont la campagne, à défaut de programme chiffré, avait pour principaux axes la remise en cause de Schengen et de l'ouverture au monde, la stigmatisation des jeunes, des chômeurs et des fonctionnaires, la confusion orchestrée entre insécurité, immigration et islam. En témoignent aussi les scores du Front National et le fort taux d'abstention aux législatives.

Ces dernières années, la réflexion a été posée au cœur de notre refondation, avec tous ceux qui pensent la société, qui innovent, qui inventent. C'était une autre leçon de 1981 : la gauche n'est elle-même que lorsqu'elle est en résonance avec les forces de la culture et de la création, avec les acteurs de la société. Le miel programmatique ne peut provenir que d'un parti-ruche. Ce fut le lien renoué avec les associations, le mouvement mutualiste et de l'éducation populaire, les chercheurs et les universitaires, les artistes, mais aussi les organisations syndicales et les représentants des entreprises. Ce fut l'apport décisif du Laboratoire des idées. Ce travail collectif – longtemps moqué par la droite ou ignoré par les

médias – fut le ciment de nos victoires en 2012. Le préserver, le développer notamment dans sa dimension régionale, est le talisman des victoires futures.

La bataille des idées, c'est la bataille contre la crise et pour l'après-crise. Les politiques publiques mises en œuvre ne se réduisent pas à des actes de résistances : elles posent les jalons d'un rebond. La contribution des revenus du capital à l'effort de redressement n'est pas seulement une source de financement quand les ressources se font rares : elle préfigure un autre partage de la richesse, plus favorable aux salariés. De même, la mise en œuvre de tarifs progressifs de l'eau et de l'énergie est une source immédiate de pouvoir d'achat pour les ménages, mais elle est aussi un levier d'économies pour ces ressources vitales et rares. Reste que dans l'exercice des responsabilités, la temporalité du politique est le présent et bien souvent l'urgence : cette réactivité est exigée à juste titre par nos concitoyens. Il faut donc maintenir le besoin de penser le temps long, de ne pas se laisser capturer par l'instant, et pour y parvenir, disposer de lieux pour anticiper les idées de demain et les débats d'après-demain. Car l'objectif n'est pas seulement de combattre la crise économique, mais de rendre possible le nouveau modèle de civilisation, plus humain et moins marchand, plus soucieux d'être que d'avoir, qui est l'horizon même de notre engagement socialiste et internationaliste. Les enjeux sont connus : l'écologie productive, la science du vivant en même temps que sa préservation éthique, l'aspiration à l'accomplissement individuel dans un cadre collectif et le respect de l'intérêt général, la prise en compte des aspirations sociétales qui ne saurait épuiser la question sociale dans sa totalité, le besoin d'autorité dans une société de libertés, le dialogue entre les cultures et l'universalité des valeurs démocratiques en général et de la laïcité en particulier, etc.

Plus que jamais, le Parti socialiste doit être porteur et apporteur d'idées. En 2012, nous l'avons vérifié : l'intelligence est collective. Convention après convention, forum après forum, nous avons su élaborer ensemble les réponses aux enjeux du présent et du futur. L'adoption à l'unanimité de notre projet a consacré ce travail et offert un socle doctrinal et programmatique dans lequel François Hollande a pu puiser pour bâtir son projet présidentiel. Cet élan doit être désormais prolongé. Nous organiserons au moins une convention nationale chaque année, mobilisant toutes les énergies du parti.

Préparer les idées de demain, mais aussi permettre au Parti socialiste d'être à l'unisson de la société française

Il nous faut nous ouvrir d'avantage encore à la société française. Nous avons su le faire magnifiquement avec nos primaires citoyennes, qui ont été à l'origine d'un vaste

mouvement populaire qui nous a accompagné notre candidat jusqu'à la victoire. Un enjeu majeur pour notre Parti, dans les années à venir, sera d'agréger ces millions de femmes et d'hommes autour de nous pour changer la société avec nous.

Nous sommes un parti de militants et nous voulons le rester : la définition des orientations politiques, la désignation de nos candidats, en dehors du candidat à l'élection présidentielle qui relève de primaire – sont l'apanage de femmes et d'hommes engagés dans une formation politique.

Mais nous devons aussi élargir le cercle de notre famille. Il faut pour cela inventer de nouvelles formes de militantisme pour des femmes et des hommes qui, sans vouloir franchir le pas de l'adhésion, ne demandent qu'à s'impliquer à nos côtés, à condition que nous soyons capables de nous ouvrir à eux. Un Parti ouvert sur la société, c'est un Parti qui consulte et associe ses sympathisants en amont des décisions ; c'est un Parti qui développe des consultations publiques par Internet, pour soumettre nos propositions aux Français ; c'est un Parti qui organise de grands débats de société auxquels tous les citoyens sont associés ; c'est un Parti qui investit les réseaux sociaux et donnant à chaque militant les moyens d'y prendre part pour se faire ambassadeur de nos idées ; c'est la pérennisation de nos porte-à-porte en dehors des périodes de campagne ; c'est aussi demander aux militants de s'engager dans tous les corps intermédiaires de la société - syndicats, associations, ONG...- et dans les entreprises.

Si nous voulons ramener à la politique les Français qui s'en sont éloignés, il nous faut aussi « repolitiser le débat », au bon sens du terme. Nous devons convier les Français à de grands débats qui répondent bien sûr à leurs attentes individuelles du quotidien - sur l'emploi, le logement, la santé, sur l'éducation, la sécurité...-, mais qui permettent aussi de réfléchir et tracer avec eux à notre avenir commun : débats sur nos valeurs, sur le vieillissement et la fin de vie, sur notre relation au vivant, sur l'organisation de nos villes et de nos territoires pour bien vivre ensemble, sur notre vision du monde et la solidarité avec les pays qui attendent beaucoup de la France comme l'Afrique et cette belle ambition de construire un ensemble euro-africain.... Nous l'avons vérifié lors de notre Tour de France, quand on place le débat à ce niveau là, les Français sont au rendez-vous. A l'écoute de la société, ouverts sur la société, ancrés dans la société, projetant la société dans l'avenir : voilà comment nous réconcilierons les Français et la politique !

Etre à l'unisson de la société française, c'est préparer une nouvelle génération de responsables politiques représentative de la diversité de notre pays. C'est l'enjeu de la

démocratie représentative même : que le Parti socialiste, sans verser dans le mythe du parti-miroir, soit à l'image de la société dans sa diversité. A cet égard, la question du non-cumul des mandats est fondamentale.

C'est une condition du renouvellement des générations et de l'ouverture des fonctions électives aux citoyens dans toute leur diversité. Si nous avons accompli un grand bond en avant en matière de parité aux dernières élections législatives, si nous avons progressé dans la représentation de la diversité, nous le devons aux règles de non cumul que nous nous sommes appliquées à nous même au sein de notre parti, avant même le vote d'une loi. Il suffit de regarder *a contrario* ce qui s'est passé à droite pour s'en convaincre.

Nous voulons aller jusqu'au bout des engagements pris devant les Français eux-mêmes issus de décisions prises par les militants. En appliquant de manière déterminée nos règles internes de non-cumul et en les étendant par la loi à tous les élus de la République. En mettant en œuvre un véritable statut pour les élus car la limitation en nombre et dans le temps des mandats ne saurait se traduire par une insécurité sociale et financière pour les élus dont le dévouement et l'engagement sont souvent synonymes de sacrifices personnels. En introduisant une part de proportionnelle aux élections législatives. En durcissant les sanctions contre les partis qui n'appliquent pas la parité – autrement dit, en les privant d'une part de la dotation publique plutôt qu'en leur permettant, comme c'est le cas aujourd'hui, de s'exonérer de la parité en payant des amendes.

Le renouvellement devra aussi concerner les responsables de notre parti en décidant de nouvelles règles l'encourageant : par exemple, en limitant dans le temps le nombre de mandats de 1er secrétaire national ou de 1er secrétaire fédéral ou en limitant les cumuls de responsabilité de 1er secrétaire fédéral avec certains mandats électifs.

Enfin, préparer les équipes de demain c'est faire du secrétariat national un vivier constitué de jeunes élus locaux et parlementaires.

Consolider notre réseau d'élus socialistes et républicains, le premier de France. De la même façon que la victoire de 1981 avait été rendue possible par les conquêtes municipales de 1977, l'alternance de 2012 a été le débouché des magnifiques succès territoriaux engrangés par les socialistes et leurs partenaires au cours de la décennie qui a précédé. Ne laissons jamais dire par la droite que la gauche a obtenu ces responsabilités, nationales et locales, par « effraction » ! Elles sont le résultat du vote des Français et le fruit du travail de nos élus locaux, de la proximité et de l'efficacité qui caractérisent leur action au quotidien.

Pour une large part, le succès du redressement dans la justice engagé par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault réside dans la capacité à s'appuyer sur le réservoir d'énergies et de talents que constituent nos territoires. Elus locaux bien sûr, mais aussi acteurs économiques et sociaux, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la vie associative, culturelle et citoyenne. C'est l'un des acquis des réflexions que nous avons engagées au cours des dernières années : le retour d'une puissance publique à la fois stratège, régulatrice et performante revient à réhabiliter le rôle et la place de l'Etat, mais aussi à ne pas séparer ses décisions et ses actions de celles que mettent en œuvre les collectivités territoriales, et d'abord les Régions.

La Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR) doit jouer un rôle central et permanent dans l'agenda du parti. Ce fut le cas comme jamais depuis 2007, mais il est possible de faire mieux encore. Le Forum des territoires, au sein de la FNESR, doit devenir un rendez-vous traditionnel dans notre agenda collectif et s'ouvrir aux militants autant qu'aux élus.

Une université permanente de la formation, ouverte au sympathisant et fonctionnant sur le modèle de l'éducation populaire, doit être créée dans chaque région afin d'accueillir et d'accompagner les élus dans leurs mandats.

Un laboratoire des territoires sera être créé en son sein du Forum des Territoires pour permettre de mutualiser les bonnes pratiques et d'échanger les expériences, d'organiser les parcours d'élus dans le cadre du non cumul des mandats et de la mise en œuvre de l'indispensable statut de l'élu.

Pour appliquer ce programme aussi ambitieux qu'indispensable, une réflexion devra s'engager au lendemain du Congrès pour une plus grande coordination entre les fédérations d'une même aire régionale, voire une coopération inter-régionale. Chacun en sait, en sent, l'importance. Pas seulement pour moderniser notre parti, mais surtout pour faire converger les analyses – et les intérêts – à propos des grands projets d'infrastructures ferroviaires, portuaires ou aéroportuaires, les outils de financement des entreprises et de l'innovation, la structuration de réseaux de formation et d'enseignement supérieur, la synergie entre plateformes dédiées à la recherche, l'organisation de manifestations culturelles et touristiques communes renforçant l'attractivité des territoires. Dans un contexte de ressources publiques rares, une telle mutualisation est un gage de performance.

Enfin, nous devons préparer dès maintenant le rendez-vous électoral de 2014. Parce que les Français ont besoin de nous dans les territoires. Parce que les échéances intermédiaires sont toujours plus difficiles pour les partis politiques en place. Les dirigeants de l'UMP en ont fait un temps de revanche face à la gauche, nous devons en faire un moment de confiance renouvelée dans notre action locale comme nationale. Cette échéance majeure devra être une priorité du Parti socialiste dès après notre Congrès.

Les ressorts qui ont rendu possible l'alternance - réflexion, réconciliation, rénovation- sont aussi ceux qui permettront au Parti socialiste de réussir dans l'exercice du pouvoir. Nous réussirons l'alternance comme nous l'avons conquise.

Telle est l'ambition de cette contribution générale et de leurs signataires. Parce que nous avons conscience des défis qui s'ouvrent à la gauche en France et en Europe. Parce que nous savons que le changement ne vaut d'être conquis par les urnes que s'il se traduit dans des réformes et dans la vie quotidienne des Français. Parce que l'UMP, si elle se déchire aujourd'hui, se retrouvera pour prendre sa revanche en 2014, convaincue que la gauche n'est et ne sera jamais légitime. Parce que nous refusons de laisser l'extrême droite gagner du terrain d'élection en élection.

C'est pourquoi nous voulons que notre Congrès de Toulouse soit celui du changement en actes. Pour cela, nous proposons aux militantes et aux militants socialistes une ambition : réunir et réussir, réunir pour réussir.

* *

*